

Bulletin d'histoire politique

John Ciaccia et les « factions » iroquoises De la Grande Paix de 1701 à la Grande Guerre de Montréal de 1990

Pierre Trudel



Volume 10, Number 2, Winter 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060534ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060534ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Trudel, P. (2002). Review of [John Ciaccia et les « factions » iroquoises : de la Grande Paix de 1701 à la Grande Guerre de Montréal de 1990]. *Bulletin d'histoire politique*, 10(2), 178–191. <https://doi.org/10.7202/1060534ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

John Ciaccia et les « factions » iroquoises

De la Grande Paix de 1701 à la Grande Guerre de Montréal de 1990

PIERRE TRUDEL

*Professeur d'anthropologie
Cégep du Vieux Montréal*

Lorsqu'ils font quelque entreprise remarquable contre une nation qu'ils appréhendent [...], ils semblent former deux partis, les uns conspirent & les autres s'y opposent: si les premiers réussissent dans leurs projets, les autres approuvent et soutiennent ce qui a été fait: si leurs desseins sont traversés, ils se jettent de l'autre parti; de sorte qu'ils parviennent toujours à leur fin. (Bacqueville de La Potherie 1753, 2, p. 232)

Ces propos de La Potherie au XVIII^e siècle sont cités par Gilles Havard dans son analyse de la conjoncture politique qui mène à la Grande Paix de Montréal de 1701. « Dans cette perspective, écrit Havard, la division en factions ne serait plus chez les Iroquois une source de faiblesse, mais bien au contraire un atout de plus dans leur politique extérieure. Cependant les Cinq Nations étaient-elles aptes, au seuil du XVIII^e siècle, à maîtriser une stratégie aussi subtile? » (Havard 1992, p. 75)

Lire John Ciaccia soulève la même question à propos des Iroquois impliqués dans la crise d'Oka de 1990. Si le ministre québécois¹ a littéralement été mis de côté lors de cette crise politique, ce n'est peut-être pas strictement à cause de sa sympathie pour la cause amérindienne ou parce qu'il avait signé la paix avec des Guerriers masqués, mais sans doute aussi

parce que sa stratégie de négocier avec les pacifistes de la Confédération iroquoise² contre des Guerriers mohawks armés faisait que le gouvernement fédéral allait devoir accepter ce qui était inacceptable à ses yeux. Tout au long du conflit la position du gouvernement fédéral est demeurée la même : pas de négociation territoriale ou politique tant qu'il y aura des armes à feu sur les barricades — et négociation strictement avec des représentants élus et reconnus par le gouvernement fédéral³. La politique du ministre Ciaccia faisait que le gouvernement fédéral allait mettre fin à une insurrection déclenchée par des souverainistes armés au moyen d'une entente avec d'autres souverainistes qui, eux, s'opposaient aux armes à feu. Pour reprendre l'analyse de La Potherie, cela revenait-il à reconnaître la souveraineté mohawk, « de sorte qu'ils parviennent toujours à leur fin⁴ » ? Une fois ce fait accompli, la « stratégie » des deux partis iroquois en conflit aurait pu inspirer les six cents autres bandes amérindiennes à faire de même. De là la raison pour laquelle on aurait mis de côté John Ciaccia et sa politique de négocier avec la Confédération iroquoise. Rappelons les faits et l'aller simple d'un ministre vers la désillusion.

UNE VÉRITABLE SITUATION DE GUERRE LARVÉE

Humaniste, John Ciaccia prend dans son livre ses distances avec la politique en général. C'est ce qui rend son témoignage intéressant et qu'on ne peut réduire à un simple règlement de comptes avec ceux qui ne l'appuient pas. Dix ans plus tard, celui qui vit la crise de l'intérieur confirme ce que les observateurs de l'extérieur soupçonnent. Premièrement, derrière l'agrandissement du golf coule beaucoup d'argent autour d'un projet domiciliaire. Deuxièmement, Ottawa et Québec n'ont pas vraiment l'intention de négocier avec les insurgés. C'est le conformisme du ministre fédéral des Affaires indiennes Tom Siddon et *l'État dans l'État* de la Sûreté du Québec qui font l'objet des plus acerbes critiques. S'il ne peut nous éviter la crise, John Ciaccia s'acharne jusqu'à la fin pour éviter que le pire ne se produise. Dans les coulisses du pouvoir, l'ancien ministre nous décrit une véritable situation de guerre larvée :

Therrien [membre de la Sûreté du Québec qui accompagne le directeur de ce corps policier lors d'une réunion tenue en juillet 1990] dessina alors trois cercles sur un grand tableau. L'un représentait Oka, un autre, Kahnawake et le troisième, Akwesasne. Il proposa que la S.Q. cerne les trois réserves indiennes avec des troupes et qu'elle resserre lentement ce périmètre pour forcer les Warriors à capituler. (p. 150)

John Ciaccia nous rapporte quelques-uns des propos tenus lors de cette réunion :

«Combien d'hommes cela prendra-t-il?» demanda quelqu'un. «Cinq mille», fut la réponse. L'armée serait sous les ordres de la S.Q. (p. 150)

Des rumeurs circulaient au sujet d'explosifs placés sous le pont Mercier⁵. Fataliste, Therrien répondit: «Le pont tombera». Quatre cent millions de dollars s'envoleraient en fumée en même temps que le seul accès à Montréal de ce côté de l'île. Après avoir aspiré quelques bouffées de sa pipe, il la fit tourner dans les airs et ajouta: «On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs!» (p. 151)

Lors d'une présentation ultérieure, Therrien doubla les effectifs requis pour l'intervention pour un total de 10 000 hommes. Robert Lavigne exigea qu'il n'y ait aucune ingérence politique dans les négociations. L'armée et la S.Q. se chargeraient de tout. (p. 151)

On se rappelle que l'armée canadienne réalise finalement avec beaucoup de prudence une partie de ce que souhaite faire la Sûreté du Québec. Devant les membres du gouvernement québécois, elle estime qu'elle aura peut-être à évacuer entre huit et dix mille personnes (p. 273). Ciaccia relate que le général Foster téléphone en pleine nuit pour le remercier de l'avoir appuyé lorsque le général s'oppose aux autres ministres québécois qui exigent une attaque sans plus tarder:

Mes collègues semblaient ne pas se soucier des difficultés soulevées par le général. Ils voulaient que le pont soit rouvert. Je priai le Comité de les considérer avec soin avant de plonger dans un affrontement dont l'issue était incertaine. Mais mes collègues n'allaient pas changer d'avis. Ils étaient plus intéressés par la réouverture du pont que par les problèmes soulevés par Foster. Ils étaient prêts à risquer le désastre. (p. 274)

Si, tout au long de son témoignage, on peut mesurer la méfiance, sinon l'hostilité des politiciens municipaux, fédéraux et provinciaux contre la stratégie du Ministre pour régler la crise, sans parler de l'incroyable arrogance de la Sûreté du Québec à son égard, on constate que son échec n'est cependant pas complet. Ses démarches tous azimuts pour trouver une solution pacifique modèrent la violence de la réaction d'un État désemparé et inexpérimenté devant des insurgés amérindiens armés. Une fois l'armée installée à la place de la Sûreté du Québec, le gouvernement québécois continue cependant d'avancer avec ces idées de guerre larvée:

Le bureau du Premier ministre avait demandé aux sous-ministres quelles sanctions économiques et sociales le gouvernement pouvait prendre contre les Mohawks pour soutenir l'armée... (p. 235)

Il dressa une liste de toute une série de représailles possibles contre les Mohawks et expliqua comment le gouvernement pouvait agir pour renforcer ces actions. (p. 236)

C'était un document révélateur rédigé par des esprits habiles qui avaient le détachement d'un ordinateur. (p. 236)

Le gouvernement pourrait délimiter le secteur d'Oka-Kanehsatake et celui de Kahnawake dans une zone dite dangereuse pour les personnes et décréter une panoplie de mesures qui toucheraient ceux qui étaient dans cette zone: le contrôle des personnes entrant dans la zone ou la quittant; la réduction des services publics comme le bureau de poste, l'enlèvement des ordures, l'eau et l'électricité; des mesures économiques variées... (p. 236)

Il serait aussi possible que le gouvernement annule unilatéralement les ententes existantes avec les Mohawks. Une liste définitive de ces ententes pourrait être établie, mais l'hôpital de Kahnawake pouvait servir d'exemple immédiat... (p. 237)

Dans *Fait d'armes à Oka*, un militaire canadien, l'adjudant-maître Réginald Gagnon, décrit ce à quoi la Sûreté du Québec aurait été confrontée si elle avait obtenu le mandat de réaliser le plan d'encerclement et d'étranglement des collectivités mohawks:

C'est à cet endroit où, n'eussent été de l'influence et de l'autorité d'une femme mohawk sur les plus jeunes Warriors, le pire serait sûrement arrivé. Une trentaine de Warriors en armes de guerre chargées d'une balle dans la chambre, pointaient directement sur chacun d'entre nous. Un simple mouvement brusque ou un simple coup tiré involontairement d'un côté comme de l'autre aurait suffi à déclencher le pire. (Gagnon 1994, p. 107)

Dans le cas présent, la décision du chef de la patrouille de ne pas ouvrir le feu sur les quatre Warriors qui s'avançaient dans sa direction est un exemple de sang-froid digne de mention. De mémoire d'homme, depuis la guerre de Corée ce fut la seule fois où des fantassins canadiens eurent à exécuter une patrouille où l'ennemi en face était armé et muni de munitions réelles. (*ibid.*, p. 147)

Cette rage des femmes incita les enfants warriors à s'exciter davantage. Craignant que la situation se détériore, le major Tremblay fit venir une quinzaine d'hommes supplémentaires... (*ibid.*, p. 134)

Le major fit avancer le groupe d'intervention, fit fixer les baïonnettes sur les fusils et ordonna d'avancer jusqu'aux barbelés. Le fait de fixer les baïonnettes eut un effet positif... (*ibid.*, p. 139)

En effet, malgré l'échec politique du ministre Ciaccia, le pire est évité. Onze ans plus tard, Montréal peut fêter la commémoration de la Grande Paix de 1701 sans trop de dégâts. Ce qui, bien entendu, aurait été impossible s'il y avait eu attaque en règle et morts d'*enfants warriors*!

UN HOMME DE POUVOIR AVEC MOINS DE POUVOIR

En 1990, John Ciaccia est un ministre très expérimenté dans les questions autochtones. Pour le Québec, il a négocié la *Convention de la Baie James et Nord québécois*⁶ après avoir occupé le rôle de sous-ministre aux Affaires indiennes à Ottawa. Pourtant, écrit-il, « Mon expérience passée m'avait formé à travailler avec les autochtones. Mais rien ne m'avait préparé à ce qui allait se produire à Oka » (p. 33). Tout au long de son témoignage, Ciaccia s'enfonce dans la désillusion :

Je ne savais plus quoi penser. Mes conseils avaient été complètement ignorés. Je ne voulais pas croire que mon gouvernement avait autorisé ce raid. (p. 64)

J'avais été écarté des négociations gouvernementales depuis le 12 août. (p. 262)

Mon discours ne souleva pas l'enthousiasme. Les réactions et les réserves par rapport à l'entente se mesuraient en proportion égale à la suspicion qu'ils éprouvaient à mon égard. (p. 87)

...Il [Robert Bourassa] parle de négociations, mais derrière la scène, il prend des arrangements avec l'armée. Je ne voulus pas le croire. (p. 129)

Dans une entrevue donnée à R.A.Q. immédiatement après la crise (vol. XXI, no. 1-2), un analyste mohawk de la crise, Brian Deer, décrit le ministre Ciaccia comme jouant le rôle traditionnel de « l'expert en matière autochtone » envoyé pour régler la crise sans que le véritable pouvoir ait à se pencher très sérieusement sur la question. La crise d'Oka illustre à merveille comment les Mohawks ne se font pas endormir par cette stratégie.

Pendant la crise, ou même après la crise, John Ciaccia prend graduellement et brutalement conscience de la détermination politique d'une des factions mohawks. Ce à quoi il n'est pas préparé. Étonnamment, puisqu'il nous livre des indices qui de toute évidence auraient dû lui mettre la puce à l'oreille. Premièrement, en novembre 1989, il désamorce une mini-crise lorsque des Guerriers prennent le pont Mercier pour quelques heures. Des mitraillettes derrière des sacs de sable peuvent difficilement mieux illustrer ce que Ciaccia ne veut pas voir. Une autre situation décrite par l'ancien ministre apparaît aujourd'hui très révélatrice. Dans la Maison longue⁷ d'Oka, quelques semaines avant l'attaque de la police, un sous-ministre

québécois discute avec des intervenants mohawks et tente de faire baisser la tension. Soudain, un intervenant amérindien se présente et déstabilise les discussions en hurlant que la Sûreté du Québec accumule des armes dans l'édifice du club de golf. « Les armes étaient derrière les barricades et non au Club de golf, et elles appartenaient aux Mohawks, pas à la Sûreté » (p. 37). Dix ans plus tard, le lecteur s'étonne un peu de voir l'ancien ministre écrire : « Peut-être aussi que les Mohawks derrière les barricades recherchaient la confrontation ! » (p. 37)

John Ciaccia montre finalement dans son livre qu'il est un homme pris en étau entre des politiciens qui jouent dur. Naïvement, et dramatiquement, quelques jours avant la mort du caporal Lemay, il dit avoir posé cette question prémonitoire à son collègue Sam Elkas, ministre québécois de la Sécurité publique : « Sam, que diras-tu à la veuve du policier qui aura été tué à cause de l'agrandissement d'un terrain de golf ? Et Sam de me répondre : Ne t'en fais pas. John, ce sont des tireurs d'élite ». (p. 55)

« Pendant plusieurs années, j'ai été incapable de parler des événements survenus durant l'été de 1990 » (p. 13), écrit John Ciaccia au début de son livre *La Crise d'Oka. Miroir de notre âme*.

CE QUE VEUT UNE «FACTION» IROQUOISE: GUERRE = NATION

L'avocat bien connu John O'Reilly explique finalement à Ciaccia de quoi il retourne : « Ils savent ce qu'ils font ». L'avocat des Cris joue au maximum la carte des Guerriers en décrivant l'apocalypse si le gouvernement ne négocie pas : « Ils sont prêts à mourir », « Irlande du Nord », « guerre civile », « pylônes électriques par terre », « génération de guérilleros », etc. . Ciaccia se fait donc dire que « Le vrai problème [...] c'était la souveraineté : les Mohawks étaient déterminés à l'acquérir, au besoin par un conflit armé » (p. 142).

Pas si sûr. Dans les faits, la stratégie des Guerriers ne consiste pas nécessairement à revendiquer la souveraineté mais bien à poser des gestes « souverains ». Être une armée qui affronte une autre armée vise clairement, de la part des Guerriers, à envoyer un message qui indique à tous que les Mohawks sont une nation. John Ciaccia se pose la question de savoir si les Guerriers provoquent littéralement la « guerre ». « Cette action [le plan de guerre larvée du gouvernement] se voulait-elle la reconnaissance implicite que les Mohawks formaient bel et bien une nation et que nous étions en guerre contre eux ? » (p. 238). À mon avis, l'ancien ministre a raison de se poser la question mais il exagère sûrement l'intransigeance d'une partie des insurgés, surtout ceux d'Oka. Sans doute prend-il trop à la lettre ce que lui dit l'autre faction qui s'oppose aux Guerriers, soit les représentants de la Confédération

iroquoise. Sans doute aussi la présumée intransigeance des Guerriers cache-t-elle l'intransigeance des gouvernements. Cette dernière est pourtant clairement dénoncée par John Ciaccia dans son livre et l'on s'étonne qu'il n'explique pas davantage l'intransigeance des Guerriers en montrant que les gouvernements, plus particulièrement le gouvernement fédéral, ont la « langue fourchue » et n'ont pas vraiment l'intention de négocier. Deux indices nous le laissent croire.

Premièrement, plutôt que la reconnaissance de la souveraineté absolue des Mohawks, c'est l'amnistie des insurgés qui est la pierre d'achoppement de l'entente longuement négociée et tant désirée par Ciaccia. (À remarquer qu'à sa façon l'amnistie signifie aussi un peu la souveraineté.) Après l'ouverture du pont, le ministre québécois de la Justice n'offre plus rien, même pas les mesures spéciales dont les cinq cents emprisonnés de la crise d'Octobre avaient bénéficié vingt ans plus tôt lors de l'enlèvement d'un diplomate et de l'assassinat d'un ministre du gouvernement québécois par des cellules du Front de libération du Québec. L'autre indice qui montre que Ciaccia exagère l'intransigeance, apparaît lorsqu'il écrit : « Soudain, le représentant fédéral déclara à qui voulait l'entendre qu'il n'était pas mandaté pour négocier. Cela me mit hors de moi » (p. 298). « Il devint impossible d'avoir un dialogue cohérent. À 4 h du matin, la réunion s'acheva. Il était clair que les Warriors ne voulaient pas d'entente » (p. 300). Ce n'est pas strictement les dits Warriors mais aussi le chef du conseil de bande de Kahnawake Joe Norton qui participent à pousser la négociation jusqu'à ce qu'il apparaisse clairement que, sur le plan politique et juridique, seul le *statu quo* se trouve sur la table de négociation. Autrement dit, le fait que les Mohawks constatent que le représentant de celui qui détient le vrai pouvoir déclare qu'il n'a pas de mandat de négocier provoque sûrement l'intransigeance des Guerriers⁸.

CE QUE VEUT L'AUTRE «FACTION» IROQUOISE:
UNE PAIX QUI MÈNE À LA SOUVERAINETÉ...

À mon avis, le véritable *scoop* du livre de John Ciaccia réside dans la description de menus détails de son alliance politique avec les souverainistes sans armes de la Confédération iroquoise.

J'avais tenté de rendre l'offre plus acceptable pour les Mohawks en incluant des membres du Longhouse dans toutes les négociations. C'était une abomination aux yeux du gouvernement fédéral qui ne reconnaissait pas les traditionalistes mohawks. (p. 137)

Les modérés au sein des Mohawks représentaient mon espoir. Il fallait que je parvienne à conclure une entente avec eux. (p. 169)

Dix ans plus tôt, à Akwesasne, ces *modérés*, en compagnie de ceux qui deviendront leurs ennemis « Warriors » à Oka en 1990, érigent des barricades et maintiennent un siège armé qui dure près d'un an ; ensemble ils s'opposent à un nébuleux projet de développement et à l'arrestation d'un chef traditionaliste. (Voir l'entrevue avec Robert Vachon dans *Recherches amériidiennes au Québec*, vol. XXI, no. 1-2)

J'avais de besoin de plus. J'avais de besoin de la participation directe des véritables traditionalistes et de la Confédération, ceux qui étaient à l'extérieur du spectre de la reconnaissance gouvernementale. Ma définition du « pouvoir légitime » était un peu plus large que celle du gouvernement fédéral. (p. 170)

Je décidai de rencontrer la Confédération, sans penser au pouvoir, et spécialement aux politiciens et aux réactions possibles du gouvernement fédéral. (p. 174)

La stratégie politique avancée par John Ciaccia pendant l'insurrection découle de la situation de fait dans laquelle il est plongé et à laquelle n'est pas étrangère l'autre faction iroquoise :

Que pouvions-nous faire d'autre que de traiter avec la Confédération ? Demander à l'armée d'attaquer les Warriors ? Je ne pouvais envisager cette mesure. (p. 263)

L'engagement de la Confédération à travailler de concert avec nous pour une solution pacifique ne doit pas être négligé... Une collaboration étroite avec la Confédération m'apparaît comme une solution très prometteuse. En plus d'offrir une voie de règlement pour la situation immédiate, des relations respectueuses et honnêtes avec la Confédération nous permettront d'éviter que des gestes regrettables et inacceptables pour une société comme la nôtre ne se reproduisent. (p. 245)

Une fois poussé dans cette direction, l'allié québécois de la Confédération postule que : « Rejeter une entente approuvée par la Confédération serait une tâche difficile pour les Warriors » (p. 262-263). Et Ciaccia lui-même d'invoquer le contraire de l'apocalypse en écrivant : « Une entente avec la Confédération légitimerait l'action gouvernementale avec les Mohawks, bien sûr, mais elle serait aussi perçue favorablement par toutes les communautés autochtones au Canada. Nous avons tout à gagner » (p. 271).

Un commentaire éclairant de John Ciaccia illustre à sa façon comment La Potherie aurait maintenu son analyse s'il avait vu se dérouler la crise d'Oka :

John Mohawk [un représentant de la Confédération iroquoise] fit remarquer que les Warriors avaient gagné une forme de respectabilité qui leur avait été

donnée par la S.Q., quand ils avaient repoussé le raid du 11 juillet. J'eus donc l'impression qu'il éprouvait une certaine gêne à l'idée d'abandonner totalement les Warriors, qu'ils ressentaient un certain respect pour ce qu'ils avaient fait. Les Warriors ne devaient pas être trahis. Eux aussi étaient mohawks. (p. 226)

Ce même représentant de la Confédération iroquoise, une fois le rapport de force réduit aux dépens des Guerriers, le pont rouvert et l'armée avançant, devient « livide » lorsqu'il lit une proposition de dernière minute du gouvernement qui « était vide de contenu » (p. 317). John Ciaccia note alors que John Mohawk écrit au Premier ministre Bourassa pour lui rappeler ses engagements antérieurs; c'est bien avec la Confédération iroquoise que le premier ministre du Québec a promis de négocier la paix.

Même des années après la crise et l'insuccès de la Confédération iroquoise, celle-ci continue sans répit à avancer son pion auprès de John Ciaccia qui se fait dire: « Et nous allons tous payer parce que les Warriors sont plus forts maintenant. Les intérêts du Canada sont liés à la Confédération, mais le Canada ne veut pas l'accepter » (p. 345).

On peut se demander si le gouvernement fédéral, et certains ministres québécois, par leur position intransigeante, visent consciemment à déjouer la « stratégie » du conflit entre les deux « partis » iroquois, tel que décrit par La Potherie, ou s'ils manifestent tout simplement leur conservatisme et leur incapacité à distinguer les diverses composantes des traditionalistes iroquois, de toute façon à leurs yeux illégaux.

Sa position [de Brian Mulroney] était que nous ne devions pas négocier pour ne pas nous retrouver avec « trop de demandes [...] sur la table ». (p. 124)

Une fois qu'elles [les négociations] seront commencées, trop de choses seront sur la table. Le gouvernement sera incapable de faire des concessions. (p. 128)

La question n'est de toutes façons pas vraiment pertinente car cela ne fait pas de différence. Lorsque la résolution de la crise passe par une entente avec deux « partis » iroquois traditionalistes et souverainistes, et qui dans les circonstances sont devenues incontournables, aux yeux du gouvernement fédéral, trop de demandes se trouvent alors sur la table.

De son côté, le premier ministre Bourassa semble se garder en réserve l'option Ciaccia, en maintenant un lien avec la Confédération pendant qu'il avance avec la solution militaire. Un petit détail de ce que relate Ciaccia dans son livre est tout à fait révélateur de cette relation ambiguë: « Lorsque je voulus me faire rembourser les dépenses de mon voyage à Toronto [pour rencontrer officiellement les délégués de la Confédération iroquoise], le

responsable refusa de les faire défrayer » (p.334). S'allier à l'un des partis iroquois souverainistes, pour un ministre, ne doit pas laisser de traces⁹!

DES ARMES EN POLITIQUE ET DES PRÉCÉDENTS

Une fois la poussière retombée, onze ans plus tard, on s'aperçoit que le livre de Ciaccia, aborde une question qui dépasse nettement la crise d'Oka. Soit celle de l'utilisation d'armes à feu dans des conflits politiques et la problématique de la reconnaissance des traditionalistes. Et la réponse n'est pas simple.

Le gouvernement fédéral pensait aux problèmes qu'il éprouvait avec les autres communautés autochtones à travers le Canada et il voulait continuer à appliquer les mêmes règles et politiques inadéquates qui avaient engendré plusieurs de ces problèmes et les avaient laissés non résolus. Il fallait éviter de créer un précédent. (p. 116)

Il n'y aura pas de négociations tant que la question des Warriors à Oka ne sera réglée. Une offre a été faite aux Warriors de se rendre. Après leur capitulation, la S.Q. se chargera de maintenir l'ordre et mènera ses enquêtes. Le gouvernement fédéral était coupé de la réalité! (p. 319)

Selon Ciaccia. Mais le gouvernement fédéral était-il tant coupé de la réalité? Compte tenu de la problématique posée par les six cents bandes amérindiennes au Canada, de leur situation socio-économique et de leurs revendications territoriales, l'ancien ministre opte-t-il pour la bonne stratégie? Quel message politique envoie le Canada aux autres autochtones s'il négocie et s'entend avec des insurgés armés? Les documents de la crise d'Octobre de 1970 gardés jusqu'ici secrets ont été rendus publics récemment. Un compte rendu de réunion montre que le gouvernement fédéral était divisé sur la stratégie à employer; on se préoccupe de l'effet dans la population qu'aura « l'attitude » du gouvernement et « l'image » qu'il projettera. Si les Guerriers affichent stratégiquement l'image et l'attitude d'une nation souveraine, quelle image et quelle attitude projette alors le gouvernement fédéral? Ciaccia dans son livre se garde d'analyser plus sérieusement la problématique. Ce n'est pas directement ce dont il veut nous parler, mais ne pas aborder plus sérieusement cette question fait que tout son témoignage, courageux et pertinent, reste un peu suspendu dans les airs. L'appui spectaculaire de la population mohawk aux insurgés, au début du conflit, sans parler de l'ajout de « guerriers » qui n'appartiennent pas nécessairement à la Société des Guerriers, y compris les anciens combattants mohawks des armées canadiennes et américaines, pose avec grande intensité le problème de « que faire » devant des armes en politique. La légitimité de celles-ci

touche Ciaccia mais le gouvernement fédéral pense à plus long terme. On ne peut le lui reprocher entièrement.

Plus que les armes en politique, il y a aussi la reconnaissance des traditionalistes de la Confédération iroquoise. Une révolte contre une intervention policière constitue-t-elle des circonstances idéales pour le faire ? Qu'implique le geste de reconnaître des souverainistes à l'occasion d'une insurrection déclenchée autour de l'agrandissement d'un golf et du développement du projet domiciliaire ? D'autre part, ceux que l'on reconnaît sont-ils ceux qui sont vraiment représentatifs ? Pendant au moins vingt ans avant la crise d'Oka et même après, le ministère des Affaires indiennes a reçu de nombreuses pétitions remettant en question la légitimité du conseil de bande, voire de chefs désignés selon le mode traditionnel. La question n'est donc pas si simple, même si les délégués envoyés par la Confédération iroquoise en 1990, et la Confédération elle-même, sont clairement reconnus comme étant le gouvernement traditionnel à l'échelle des nations iroquoises. Une partie des rebelles mohawks remet d'ailleurs la légitimité de la démarche de la Confédération auprès du gouvernement du Québec en affirmant que celle-ci doit consulter directement la nation mohawk (mais qui donc exactement ?) avant d'intervenir dans ses affaires internes. Pour Kanatahta, du Centre culturel Kanien'Kehaka Raotitiohkwa de Kahnawake (voir *Recherches amériennes au Québec*, vol. XXI, no. 1-2), la Confédération iroquoise a court-circuité des négociations entre les Mohawks et Québec en intervenant de la sorte. Reconnaître des traditionalistes n'est pas si simple, quoi qu'en dise John Ciaccia. Onze ans après la crise d'Oka et vingt ans après que le Conseil de bande de Kahnawake ait annoncé son intention de retourner à un gouvernement traditionnel, on n'est pas encore arrivé à une entente entre les trois Maisons-longues et l'autorité dûment reconnue de Joe Norton. Et, à mon avis, les gouvernements ne sont pas à l'origine de ces difficultés à s'entendre entre Iroquois.

Quelques mois après les dix ans d'Oka, les analystes soulignaient les trente ans de la crise d'Octobre. Étonnant que l'on s'abstienne de mettre les deux événements en parallèle afin de mieux les comprendre. C'est comme si cela se passait sur deux planètes ou concernait des gens si différents. Pourquoi ne pas comparer l'option Ciaccia avec celle des Lévesque-Ryan¹⁰ ? Pourquoi Claude Ryan a-t-il demandé l'armée devant les armes mohawks mais pas devant les bombes québécoises ? « Factions » felquistes et « Warriors » jouent-ils le même rôle ? Le *Que faire* des autorités s'est-il posé pareillement ? Il semble que l'on s'abstienne de comparer crise d'Oka et crise d'Octobre un peu comme on ne compare pas notre « histoire nationale » avec celles des autres *collectivités neuves*, selon l'expression et l'analyse de

Gérard Bouchard. Comparer jetterait un éclairage particulier et participerait sûrement à la réécriture de l'histoire des deux crises.

Plutôt qu'être déconnecté de la réalité, le gouvernement fédéral est peut-être plutôt branché sur la même stratégie depuis trente ans, quels que soient ceux qui portent les armes. Ciaccia, quant à lui, tente de réaliser en quelque sorte « la Grande Paix de Montréal de 1990 » qui résout un problème immédiat mais qui constituerait également pour l'avenir un symbole de réconciliation entre le Canada et les autochtones. Mais quels sont les impacts de sa stratégie à plus long terme ? Dire que cela aurait été bien reçu par l'ensemble des autochtones du reste du Canada n'est pas suffisant. Bien entendu, reconnaître une instance gouvernementale à l'échelle des Iroquois, telle la Confédération iroquoise, apparaît souhaitable mais faut-il le faire à l'occasion d'une insurrection ? C'est ce dont on aurait aussi aimé entendre parler dans *La Crise d'Oka. Miroir de notre âme*, témoignage percutant en provenance de l'intérieur du gouvernement québécois.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Au moment de la crise, John Ciaccia était ministre des Affaires autochtones du Québec. Malgré le fait que les Indiens et les terres des Indiens sont de compétence fédérale au Canada, le Québec était particulièrement touché par la crise pour deux raisons. Premièrement, Kanesatake (Oka) ne constitue pas une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*, et les terres fédérales morcelées de Kanesatake, dites réservées à l'usage des Indiens, ainsi que celles non encore acquises et que visait le projet de réunification des terres, étaient partie intégrante de la paroisse d'Oka qui relève de la compétence du Québec. Deuxièmement, contrairement à la plupart des provinces canadiennes, et à l'instar de l'Ontario, c'est une police provinciale qui, aux yeux du gouvernement fédéral, détient la responsabilité de l'administration de la justice dans les réserves indiennes ou les terres réservées à l'usage des Indiens. À remarquer également qu'à cette époque, il n'y avait pas de *Peace Keepers* à Oka.

2. La Confédération iroquoise tire ses origines d'avant l'arrivée des Européens. Les politiques américaines et canadiennes vont remettre en question le rôle de ce gouvernement traditionnel qui regroupe six nations amérindiennes dont les Mohawks. Malgré l'existence des conseils de bande, au Canada, et des conseils tribaux, aux États Unis, la Confédération va réussir à se maintenir en opposition, et parfois en coordination, avec les nouvelles institutions. L'histoire divisera la Confédération en deux, l'une devenant canadienne, l'autre américaine. Par ailleurs, dans les années 1980, une grave crise la secouera à cause de l'émergence de la Société des Guerriers et de la question de l'emploi des armes à feu dans des conflits politiques et, également, quant à l'instauration des controversés bingos et casinos. La Société des Guerriers mohawks va se développer plus particulièrement à partir des années 1970 à Kahnawake, Akwesasne et Ganienkeh, et ce développement est associé à la division interne entre les traditionalistes.

3. Dans les faits, divers partis iroquois ont discuté avec les représentants gouvernementaux au cours de la crise, y compris des insurgés armés et des traditionalistes.

Cependant, il s'agissait de négociations relatives à une entente quant aux conditions préalables aux négociations et sur les modalités de solutions. Il n'y a finalement pas eu d'entente politique mettant un terme à la crise, et l'armée canadienne s'est entendue avec les insurgés de Kahnawake afin que ceux-ci et l'armée démantèlent les barricades.

4. Bien entendu la stratégie des « deux partis » qui négocient avec l'ennemi afin d'en tirer profit caractérise probablement tous les peuples. Les Iroquois montrent sans doute beaucoup d'habileté dans ce domaine. Par exemple, aux yeux du Canada anglais, Bourassa et Lévesque ont été perçus comme des représentants de deux « factions » luttant pour que le gouvernement fédéral accepte ce dont il ne veut pas, soit une certaine forme de souveraineté québécoise.

5. Le pont Mercier relie l'île de Montréal avec la rive sud. Environ 60 000 automobilistes l'empruntent quotidiennement.

6. Il s'agit d'un traité moderne ratifié en 1975 par les Cris et les Inuits du Québec, les gouvernements fédéral et québécois, et qui concerne les deux tiers du territoire du Québec.

7. La Maison-longue ou *Longhouse* est à la fois l'édifice où siège le gouvernement traditionnel, ainsi que la façon de nommer ce gouvernement.

8. La stratégie des Guerriers consistait sûrement à occuper le plus longtemps possible une place dans la couverture médiatique de l'actualité politique afin de passer leur message indirect de souveraineté et ce, en montrant qu'ils faisaient la guerre à l'instar des nations. À la fin, ils refusaient de se rendre, ce qui pour eux constituait un symbole puissant, et ils sont sortis tout simplement du périmètre de sécurité installé par l'armée dans l'intention de retourner chez eux. C'est là que les soldats les arrêtaient.

9. Le Ministre explique que l'on a finalement accepté de lui rembourser ses dépenses !

10. Claude Ryan était à l'époque de la crise d'octobre de 1970 directeur du *Devoir*, il est ministre du gouvernement Bourassa pendant la crise d'Oka de 1990. Il s'associe en 1970 avec René Lévesque, chef du Parti québécois, et avec d'autres intervenants pour faire des pressions sur le gouvernement du Québec afin qu'il négocie avec les felquistes qui prônent l'indépendance du Québec.

OUVRAGES CITÉS :

Bacqueville de la Potherie, Claude-Carles Le Roy, 1753 (1722), *Histoire de l'Amérique septentrionale*, Paris, Brocas, 4 tomes.

Ciaccia, John, 2000, *La Crise d'Oka. Miroir de notre âme*, Montréal, Leméac.

Gagnon, Réginald, *Fait d'armes à Oka*, Québec, Arion, 1994.

Havard, Gilles, « La Grande Paix de Montréal de 1701. Les voies de la diplomatie franco-amérindienne », *Recherches amérindiennes au Québec*, Montréal, 1992.

Trudel, Pierre, et José Mailhot (dir.), 1991 : « Les Mohawks », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XXI, no. 1, 1991, p. 2.

RAPPEL DE LA CRISE D'OKA

Dans les années 1980, le gouvernement fédéral veut corriger une « erreur historique » à Oka après avoir refusé d'accepter de négocier une revendication à propos des terres de la seigneurie du Lac-Des-Deux-Montagnes. Il met en place un projet d'achat de terres en vue d'agrandir l'assise territoriale morcelée de Kanesatake.

Promoteurs privés et municipalité d'Oka avancent un projet de développement sur des terres qui pourraient faire l'objet de la réunification des terres, projetée par le ministère des Affaires indiennes.

En mars 1990, des membres de la Société des Guerriers prennent le contrôle du mouvement de désobéissance civile de la barricade d'Oka érigée en vue de bloquer le développement des terres litigieuses.

Le matin du 11 juillet 1990, la Sûreté du Québec tente d'intervenir à Oka. Les Guerriers de Kahnawake occupent alors le pont Mercier en y installant sacs de sable et mitraillettes. C'est alors qu'à Oka, pour envoyer ses hommes à Kahnawake, la Sûreté du Québec ordonne une attaque qui déclenchera la crise et tue un policier. La crise durera 78 jours.

Au cours du mois d'août, l'armée canadienne remplace la Sûreté du Québec qui est débordée par les événements. De longues négociations ne permettent pas une entente sur le désarmement, et l'armée met finalement un terme à la crise lorsque les cinquante derniers insurgés déposent leurs armes. Quelques années plus tard, un jury ne retiendra pas les accusations portées contre eux.

Le projet de développement ne s'est pas réalisé. Environ 250 propriétés et terres ont été achetées par le gouvernement fédéral en vue d'agrandir l'assise territoriale de Kanesatake. Une entente politique et territoriale provisoire entre les autorités élues de Kanesatake et le gouvernement fédéral s'est réalisée dix ans après la crise. Une légère majorité d'environ 50% des Mohawks qui se sont déplacés pour voter, ont appuyé l'entente. Reste à négocier la question de la seigneurie du Lac-Des-Deux-Montagnes.